

LE SACRIFICE DES PAYSANS... ET DE PRESQUE TOUS LES AUTRES

Yves Dupont, Pierre Bitoun et Pierre Alphanhéry

Cet essai procédant à une synthèse de quarante années de recherches¹, la question de savoir quel titre nous allions lui donner n'était pas des moindres, et ayant finalement opté pour « Le sacrifice des paysans », nous nous demandâmes peu après sa publication s'il n'aurait pas fallu y ajouter « et de presque tous les autres ». Cet ajout nous aurait en effet permis de préciser d'emblée, comme nous le pensions et avons essayé de le montrer dans l'ouvrage, qu'avec la liquidation programmée des *paysans*, c'était tout un *monde*, celui des sociétés paysannes d'abord, puis de centaines de milliers d'artisans, de petits commerçants, d'ouvriers, d'employés, de services publics, mais aussi de langues, de paysages, d'architectures, d'animaux et de végétaux, qui serait amené à disparaître sous nos yeux. Sous nos yeux en effet, car nous fûmes à la fois contemporains et observateurs engagés, auprès des « paysans-travailleurs » d'abord, puis de la Confédération paysanne et des écologistes ensuite, de ce grand chambardement des campagnes dont les conséquences économiques, sociales et écologiques sont devenues aujourd'hui aussi peu contrôlables que l'immense colère, mêlée de ressentiment, qui s'est accumulée chez tous les naufragés du progrès, « gilets jaunes » y compris.

Fin des paysans et absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste

L'influence des « sciences humaines » au sein de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) était, dans les années 1970-1985, bien supérieure au nombre de ses représentants dans l'ensemble de l'institution. On y trouvait ainsi des économistes, des sociologues, des ethnologues, des historiens, mais aussi quelques agronomes « dissidents ». Nous eûmes alors la chance, en 1975, d'être recrutés comme chercheurs à la Station d'Economie et de Sociologie rurales de Paris, dans une équipe pluridisciplinaire comptant, entre autres membres, Pierre Coulomb, Michel Gervais, Henri Nallet et Claude Servolin. Dans le même temps, tous les trois inscrits en thèse de sociologie au Groupe de recherches sociologiques (GRS) de l'université de Nanterre, nous y suivions les séminaires animés par Henri Mendras et Marcel Jollivet et naviguions en permanence entre ces deux équipes lorsque nous n'étions pas sur le terrain pour y étudier la manière dont le syndicalisme agricole officiel (FNSEA-CNJA²) s'était progressivement rendu maître de l'ensemble de « l'appareil d'encadrement de la production agricole ».

Un ouvrage publié par Henri Mendras en 1967³ et un article de Claude Servolin paru en 1972⁴ constituaient l'un des socles théoriques qui alimentaient les discussions de

¹ Cf. Pierre Bitoun et Yves Dupont, *Le sacrifice des paysans. Une catastrophe sociale et anthropologique*, L'Echappée, Paris, 2016, 332 pages. Pierre Alphanhéry, avec lequel nous travaillons depuis 1975 et qui a été étroitement associé à la conception et à la relecture de l'ouvrage, a bien voulu cosigner le présent article.

² Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, Centre national des jeunes agriculteurs devenu depuis 2002 Jeunes agriculteurs (JA).

³ Henri Mendras, *La fin des paysans*, Actes Sud, Babel, 1984 (1967 pour la première édition), 437 pages.

⁴ Claude Servolin, *L'absorption de l'agriculture dans le Mode de Production Capitaliste*, INRA-ESR, Paris, 1972. Repris in *L'Univers politique des paysans*, Presses de Sciences Po, Paris, 1972, p. 41-77.

l'époque. Les multiples effets des politiques engagées avec la loi d'orientation agricole de 1960 et la loi complémentaire de 1962 étaient devenus parfaitement perceptibles dès le début des années 1970 et avaient, à partir des enseignements tirés de l'expérience des luttes du plateau du Larzac (1971-1981), favorisé l'apparition de critiques et de conflits relatifs à ce qu'une partie des paysans avait commencé à appeler les méfaits du *productivisme*. Au-delà de leurs différences d'approches, l'ouvrage de Mendras et l'article de Servolin convergeaient sur un certain nombre de conclusions fondamentales. Pour le premier, sociologue, il s'agissait de montrer qu'une civilisation millénaire dont les paysans constituaient le socle, était en train de disparaître. Pour le second, économiste d'obédience marxiste, avec l'emprise croissante du capitalisme sur l'ensemble du monde, les paysans petits producteurs marchands allaient être contraints de toujours intensifier leur production et d'en destiner l'essentiel au marché, et ces paysans devraient, pour survivre, se transformer en *agriculteurs*. Par-delà leurs singularités, ces deux thèses contribuaient à mettre en évidence que tous ces bouleversements étaient liés à la mise en œuvre d'une *conception du monde* et constituaient bien un *fait social total*.

Partageant ce point de vue et alors que, dès le début des années 1980, les réformes de la recherche s'employèrent, comme dans l'agriculture, à en segmenter, spécialiser, techniciser et professionnaliser les champs, nous nous engageâmes résolument dans des équipes pluridisciplinaires ouvertes à l'observation participante et aux analyses anthropologiques. Travaillant aussi bien sur les politiques publiques et les budgets de l'agriculture qu'en lien direct avec des paysans à la recherche d'alternatives à l'extension du productivisme, nous ne considérions pas, comme Mendras et Servolin, que rien ne pouvait être entrepris pour en infléchir le cours. Et nous le pensions d'autant moins qu'avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, de nombreuses mesures furent prises en faveur de la décentralisation et du « développement local » (1982-83). Les multiples problèmes qui se posaient alors en favorisaient l'essor : renchérissement du prix de l'énergie (1973-1979), crises de surproduction et quotas laitiers (1984), catastrophe de Tchernobyl (1986), crise de la « vache folle » (fin des années 1980), poursuite de l'exode agricole et rural, faillites et suicides d'agriculteurs, etc. Mais aussi, sur un plan plus anthropologique, développement d'une plus grande sensibilité à l'égard des questions écologiques et d'une volonté de « vivre et de travailler au pays » articulée à un regain d'intérêt pour les traditions et le patrimoine.

Des années d'engagement aux côtés de l'agriculture paysanne

Le terme « productivisme » est un mot valise inventé par les paysans pour qualifier le procès d'industrialisation de l'agriculture. Procès qui a d'abord et de plein fouet touché l'écrasante majorité des exploitations familiales par la dissociation du système de polyculture-élevage dans tous les territoires où n'existait pas une agriculture déjà capitaliste (grandes cultures essentiellement). Ces exploitations familiales de polyculture-élevage ne visaient qu'à la reproduction simple de leur activité en ne commercialisant que des surplus et n'utilisaient le marché que comme un *détour de reproduction* pour obtenir un revenu. Présentes sur la quasi-totalité du territoire, elles constituaient l'un des socles fondamentaux des *sociétés paysannes*. L'autoproduction, l'autoconstruction, la fabrication et l'entretien du matériel, l'autoconsommation de produits transformés à la ferme, la vente de produits sur des marchés locaux et l'entraide contribuaient largement à leur reproduction et à leur

insertion au cœur de ces sociétés paysannes. Et ce sont les plus petites d'entre elles qui, sous l'effet de la politique dite des structures – attribution d'une Indemnité viagère de départ (IVD), fixation d'une Surface minimum d'installation (SMI) –, et plus généralement d'une répartition très inégale des aides, disparurent massivement durant les années 1965-1980⁵.

C'est à essayer de limiter leur disparition par la multiplication d'initiatives locales que nous nous sommes employés pendant environ quinze ans avec le maire et les paysans de Marchésieux, une commune du département de la Manche, en créant une filière parfaitement autonome de valorisation des sous-produits de l'élagage des haies et en expérimentant un procédé de méthanisation des fumiers et lisiers de bovins pour réduire les dépenses d'énergie. Nous procédâmes aussi à la création de circuits courts pour la vente de produits, à un remembrement écologique et paysager, à la réhabilitation des maisons en terre, à la création de gîtes ruraux, à la réouverture ou à l'aménagement de chemins de randonnée⁶. Toutes ces « recherches-actions » s'inscrivaient dans le cadre des réflexions que nous menions en accompagnant les « paysans-travailleurs » favorables au développement d'une *agriculture paysanne*, dont la création de la Confédération paysanne en 1987 et l'organisation des Premières rencontres nationales de l'agriculture paysanne dans la Manche en 1993⁷ constituèrent alors deux événements décisifs.

Cependant, et même si une grande effervescence anima les campagnes françaises durant toutes ces années au point que certains observateurs purent croire à une véritable « renaissance rurale »⁸, nous fûmes progressivement convaincus que la critique du productivisme aurait du mal à l'emporter⁹. Car pour des raisons aussi complexes que souvent opportunistes, voire par impuissance à défaire ce qui avait été fait depuis plus de quarante ans, les politiques publiques devenues de plus en plus libérales continuèrent à défendre l'idée qu'il fallait soutenir le développement conjoint et non concurrentiel de *deux types d'agriculture* : la première destinée à alimenter les marchés de plus en plus mondialisés et la consommation de masse ; la seconde de peuplement et d'entretien des paysages, produisant des denrées de qualité pour les couches sociales aisées et sensibles aux problèmes écologiques.

Troisième voie, socio-économie duale et « en même temps » macronien

L'une des thèses centrales du *Sacrifice des paysans* est que pour des raisons d'abord essentiellement imaginaires, puis économiques, sociales et historiques, les différents partis qui ont dominé la vie politique en France se sont, depuis le début des années 1980, efforcés d'instaurer, d'une manière qu'ils croyaient transitoire, une

⁵ De 1965 à 1985, l'attribution de l'IVD concerna 650 000 exploitations et contribua à « libérer » 11,44 millions d'hectares, soit 35% de la Surface agricole utile (SAU).

⁶ Cf. Pierre Alphanéry et Yves Dupont, *Développement local et société rurale dans l'isthme du Cotentin. Les aspects sociologiques de la valorisation énergétique de la biomasse*, Inra-Afme, Paris, 1985.

⁷ *L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société*, Premières rencontres nationales de l'Agriculture Paysanne à Saint-Lô Thère, 21-22 mai 1993, Témoignages et débats, FPH/Confédération paysanne, Série Dossiers pour un débat, n° 28, 1994, 151 pages + annexes.

⁸ Parmi beaucoup d'autres, ce fut le cas d'Henri Mendras qui, dans sa postface à la réédition de *La fin des paysans* intitulée « Vingt ans après » saluait « la spectaculaire renaissance des sociétés rurales », *op. cit.*, p. 370.

⁹ Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont, *Les champs du départ, Une France rurale sans paysans ?*, La Découverte, 1989 et *L'équivoque écologique*, La Découverte, 1991.

socio-économie duale (ou à deux vitesses), seule à même selon eux et assez paradoxalement, d'éviter une hétérogénéisation explosive du corps social. Et ceci parce qu'une majorité des gouvernants et de la technostructure avait pressenti qu'une mutation radicale du monde était déjà engagée avec le développement de la mondialisation de la production et des échanges d'un côté, et la révolution technologique permanente de l'autre. Cette conception du développement s'inscrivait dans la longue tradition française qui considérait depuis l'après-guerre qu'il fallait rechercher une « troisième voie » entre les excès et les impasses propres aussi bien au capitalisme dérégulé qu'au communisme. La recherche de cette « troisième voie » constitue aujourd'hui encore le socle du « en même temps » macronien et de ce que les libéraux de gauche et de droite persévèrent, à l'instar d'Alain Minc, de Jacques Attali ou de leurs épigones, à appeler une « économie sociale de marché ».

Un rapport passé quasiment inaperçu et rédigé en 1980 par Jean Amado et Christian Stoffaës, deux hauts fonctionnaires, l'avait d'ailleurs clairement diagnostiqué : *« C'est le sens qu'il faut donner au concept de socio-économie duale, celui d'une société divisée volontairement en deux grands sous-ensembles d'activités et d'individus, complémentaires et différents. D'une part un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères. D'autre part un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de distribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique »*¹⁰.

C'est dans ce contexte que la gauche arriva au pouvoir en 1981 et que s'ouvrirent dès 1983, à côté du soutien à la financiarisation, à la mondialisation et à l'informatisation puis à la numérisation de l'économie, les multiples chantiers du développement local. Et c'est à l'intérieur ou en relation avec ces multiples chantiers que, mais pour une part seulement, les actions tant de la Confédération paysanne que des mouvements et associations écologistes acquirent une plus grande visibilité. La suite des événements a néanmoins largement démontré que ce pari d'instaurer une *socio-économie duale* articulée, complémentaire, n'a pas été tenu. Et ceci parce que les effets désintégrateurs de la libéralisation de l'économie, du désengagement de l'Etat et de l'informatisation/numérisation des activités et de la vie ont été bien supérieurs aux effets d'intégration des territoires dans une dynamique correctrice des inégalités¹¹. La force des *progressistes* résida dans les ambiguïtés qu'ils parvinrent à entretenir dans la définition et la mise en œuvre des formes de développement local qui, quelquefois en toute méconnaissance de cause, ont abouti aujourd'hui à une véritable dévitalisation de ce qui demeurerait de la France rurale au début des années 1980.

¹⁰ Jean Amado et Christian Stoffaës, «Vers une socio-économie duale» in *La Société française et la technologie*, Commissariat général au Plan, La Documentation française, Paris, 1980, p. 137-151.

¹¹ « C'est probablement la révolution de l'informatique, puis des télécommunications, de l'audiovisuel et finalement d'Internet et des réseaux qui a donné le coup de grâce au territoire (...) Le territoire, statique, c'est le passé, l'espace et la circulation sans limite, c'est le progrès (...) L'espace s'impose contre le territoire. L'ouverture contre l'identité. La circulation contre la sédentarité ». Dominique Wolton, « Territoire, aller-retour », in *Des territoires à penser*, Editions de l'aube, 2015, p. 137-138.

En lieu et place de la renaissance rurale que Mendras avait cru identifier en 1984 (cf. Encart 1) et d'une redynamisation des « territoires », on a en réalité assisté à leur profond remodelage et à leur marginalisation peut-être irréversible. Plusieurs ouvrages publiés au début des années 1990, comme celui du sociologue anglais Anthony Giddens, avaient déjà identifié les raisons de cette évolution négative : « *L'avènement de la modernité distingue progressivement l'espace du lieu, en favorisant les relations avec un autrui 'absent', avec lequel on n'est jamais en situation de 'face à face'* »¹². Développant une problématique proche de celle élaborée par l'essayiste allemand Lothar Baier pour lequel, à l'âge des réseaux, la chronopolitique allait prendre le pas sur la géopolitique¹³, Giddens avait mis en évidence les facteurs et les mécanismes par l'intermédiaire desquels la modernité capitaliste mondialisante parvenait à imposer sa conception du monde, du développement et de la communication à l'ensemble des territoires. Parmi ces facteurs et mécanismes, l'augmentation du rôle de l'argent (et du capital) dans la structuration de la production et l'accélération des échanges ont ainsi favorisé le remodelage de pans entiers des territoires en prenant appui sur le développement de « systèmes-experts »¹⁴ qui, en dissociant le temps et l'espace (l'espace se substituant au lieu), ont abouti, sous couvert aussi de développement local, à une « *dé-localisation* » des systèmes sociaux. Cette politique, comme l'a montré la sémiologue Isabelle Rieusset-Lemarié, reposait sur un « *pari épidémique* » dont les responsables n'avaient à aucun moment envisagé les formes pourtant probables de réversibilité négative. « *Une même structure se dégage des phénomènes biologiques, économiques, technoscientifiques de la fin de siècle que nous vivons : celle d'une propagation épidémique* ». Ce type de propagation fut ainsi à l'origine de l'affaire du sang contaminé, de la crise de la « vache folle », des contaminations par les substances radioactives, des organismes génétiquement modifiés et des krachs boursiers, tous directement issus des innovations technoscientifiques incontrôlées et de la connexion mondiale des réseaux informatiques¹⁵. L'agriculture fut touchée de plein fouet par la réversibilité négative de ces paris et c'est au sein d'un univers particulièrement chaotique et soumis à des incertitudes structurelles et imprévisibles que les paysans essayèrent de survivre et de construire des alternatives.

Le syndicalisme politique des paysans contre l'autophagie capitaliste

C'est à reconstituer toute cette histoire, celle du *sacrifice des paysans... et de presque tous les autres* comme en atteste l'apparition des « gilets jaunes », que nous nous sommes attachés dans notre essai. Il nous faut bien reconnaître *a posteriori* et bien que sa théorie ait pu apparaître fortement entachée d'économisme, pour ne pas dire de déterminisme, que le diagnostic posé par Servolin dès 1972 n'a pas été démenti par les faits. Pas plus d'ailleurs que celui énoncé, trois ans plus tôt, par Bernard Charbonneau dans *Le Jardin de Babylone* (cf. Encart 2). Rien, en effet, du moins pour le moment, ne semble pouvoir résister à la nécessité pour le

¹² Anthony Giddens, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, Paris, 1994 (1990 pour l'édition originale), p. 27.

¹³ Lothar Baier, *Les Allemands maîtres du temps. Essai sur un peuple pressé*, La Découverte, Paris, 1991, 204 pages.

¹⁴ « Les systèmes experts sont comme les gages symboliques des mécanismes de dé-localisation, leur point commun étant de distancier les relations sociales de leur contexte immédiat ». Anthony Giddens, *Les conséquences de la modernité*, op. cit., p. 36.

¹⁵ Isabelle Rieusset-Lemarié, *Une fin de siècle épidémique*, Actes Sud, 1992, 288 pages. Voir aussi Ulrich Beck, *La société du risque*, Aubier, Paris, 2001 (1986 pour l'édition originale), 521 pages.

capitalisme de se reproduire sur une échelle toujours élargie, et la *gouvernance* qui s'est substituée à la politique consiste pour l'essentiel à tenter d'en contenir les effets les plus destructeurs tandis que la *gouverfinance*, dans le « même temps », les amplifie.

Il reste vrai, néanmoins, que malgré l'emprise croissante de l'agriculture industrielle, les agricultures paysanne, biologique et interstitielle, sont parvenues à résister avec le développement de la conscience écologique et la prolifération « d'écologistes de l'assiette hyperconnectés ». Mais ces agricultures différentes sont elles aussi plus que jamais soumises à la tyrannie des réseaux et des normes et à la très inégale répartition des aides. Les contraintes qui les affectent sont donc liées à la fois à des prises de décision politiques et bureaucratiques, à la puissance de séduction des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), au développement de l'individualisme qui en a découlé, ainsi qu'au ressentiment accumulé par les humiliés et les vaincus¹⁶. C'est ainsi, par exemple, que les éleveurs de moutons qui, dans certains départements du Sud-Ouest, ont refusé de se soumettre à la réglementation sur le marquage électronique de leurs animaux que leur a imposé l'administration ont été l'objet de multiples menaces, sanctions, et bien peu soutenus¹⁷. De la même manière, l'appel à l'organisation le 14 janvier 2019 d'une journée sans viande ni poisson par 500 personnes, dont de nombreuses « personnalités » du spectacle, a consterné les adhérents de la Confédération paysanne. En confondant en effet élevages industriels et fermiers, cette démarche va encore contribuer à fragiliser le maillage d'exploitations familiales sans lesquelles les campagnes vont continuer à se dévitaliser. Mais quasiment personne n'a semblé s'en émouvoir et les médias n'en ont pas parlé. Pendant ce temps-là on continue à construire des porcheries industrielles en Allemagne, en Chine (jusqu'à 500 000 cochons par « unité »), des fermes-usines de 20 000 vaches en Espagne, etc. Et la violence faite aux animaux dans ces enfers va évidemment susciter des mouvements d'indignation de plus en plus radicalisés.

Ainsi, malgré la multiplicité de leurs initiatives, leur capacité à articuler aspirations universalistes et particularistes dans l'élaboration de leurs projets et de leurs actions, la construction d'une Confédération Paysanne Européenne et leur implication essentielle dans la naissance de *Via Campesina*¹⁸, les paysans de la Confédération paysanne, soutenus par certains écologistes, une minorité d'intellectuels et de mouvements sociaux, ne sont pas vraiment parvenus à rendre audible et compréhensible l'impérative nécessité de sortir des impasses auxquelles conduit et conduira inmanquablement le productivisme. Et à ceux, nombreux qui, une fois encore, s'empêtreront dans la fausse controverse entre « optimistes » et « pessimistes », nous rappellerons cette analyse de Dominique Wolton : « *L'avenir est dans le cyberspace, pas dans la terre, et les paysans sont les premiers*

¹⁶ « Mais la terre n'est pas non plus devenue un grand village. Les haines sont au moins aussi nombreuses, les frontières aussi infranchissables, les murs, bien physiques, jamais aussi hauts. Et dans ce monde 'transparent', interactif, l'autre n'est pas mieux toléré. Bref, la haine de l'autre monte à proportion du nombre d'internautes connectés, de la transparence assurée et de l'interactivité. 'La fin des étendues physiques révèle l'étendue des distances culturelles' ». Dominique Wolton, « Territoire, aller-retour », *op. cit.*, p. 141-142.

¹⁷ Cf. le collectif « Faut Pas Pucer » – Le Batz 81140 Saint-Michel-de-Vax – fautpaspuцер@laposte.net

¹⁸ Créé en 1993, le mouvement *Via Campesina* regroupe plus de 200 millions de paysans appartenant à 182 organisations dans 81 pays. Ses luttes se déploient sur tous les fronts qui menacent le maintien et l'augmentation du nombre de paysans : terres, eau, semences, échanges, biodiversité, brevets sur le vivant, savoirs, etc. *Via Campesina* est considéré comme le mouvement social le plus important à l'échelle de la Terre.

*internauts du monde agricole organisé par les Bourses mondiales, accessibles de chaque ferme par Internet ! Oui la terre mais comme simple condition d'un monde qui s'est échappé des territoires et qui flotte dans les clouds et les milliers de Big Data. L'informatisation a tué finalement la terre »*¹⁹.

Mais pas seulement la terre, faut-il encore ajouter. Car l'informatisation n'était qu'un élément de l'emprise numérique à venir, de ce nouveau dispositif de remodelage des territoires, des hommes et du vivant dont le sacrifice des sauvages, puis des paysans, et aujourd'hui de tous ceux qui ne peuvent ou ne souhaitent pas ou plus s'y soumettre, constitue le lourd tribut payé à *l'autophagie capitaliste*. Tous ceux qui, comme nous, ont longuement accompagné les membres de la Confédération paysanne savent parfaitement qu'ils avaient simplement à cœur d'essayer de parer aux excès de la modernité et, plus encore, d'en infléchir le cours avant qu'il ne soit trop tard. Il n'y avait chez eux pas la moindre nostalgie à vouloir continuer à s'appeler « *paysans* », c'est-à-dire habitants de multiples pays accueillants et peuplés, produisant des biens de qualité tout en préservant la biodiversité et en entretenant les paysages. Ne dissociant jamais, dans ses pratiques, les domaines et les actions économiques, sociales ou écologiques, profondément démocratique dans sa capacité à nouer, localement et à l'échelle de la Terre, des relations avec tous les *citoyens*, ce syndicat constitue aujourd'hui encore un modèle par et dans sa capacité à transformer l'activité syndicale en véritable action politique transcendant toutes les formes de corporatisme.

Publié dans « L'écologie, une politique en actions » n° 47 de la revue Ecorev', printemps 2019, p. 105-115.

¹⁹ Dominique Wolton, « Territoire, aller-retour », *op. cit.*, p. 139.